

## RAPPORT GÉNÉRAL EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

**Rapport sur l’audit des états financiers****Opinion**

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2019, nous avons effectué l’audit des états financiers de la Banque Nationale Agricole- BNA BANK (la « Banque »), qui comprennent le bilan et l’état des engagements hors bilan au 31 décembre 2019, l’état de résultat et l’état des flux de trésorerie pour l’exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 1.522.944 KDT, y compris le résultat bénéficiaire de l’exercice s’élevant à 123.433 KDT.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Banque au 31 décembre 2019, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l’exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

**Fondement de l’opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d’audit (ISAs) applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces Normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l’auditeur pour l’audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque conformément aux règles de déontologie qui s’appliquent à l’audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d’audit.

**Questions clés de l’audit**

Les questions clés de l’audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l’audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n’exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l’audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

**1) Prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en produits***a) Risques identifiés*

Pour l’exercice clos le 31 décembre 2019, les intérêts et revenus assimilés ainsi que les commissions (en produits) comptabilisés en résultat net de la Banque totalisent 1.200.141 KDT (soit 90,59% du total des produits d’exploitation bancaire).

Les méthodes de prise en compte des intérêts et revenus assimilés ainsi que des commissions (en produits) sont décrites au niveau de la note 3.1.4 des états financiers « Comptabilisation des revenus afférents aux créances clients ».

Bien que la majeure partie de ces revenus soit générée et comptabilisée automatiquement par le système d’information de la Banque, nous avons considéré que la prise en compte des intérêts et revenus assimilés ainsi que des commissions (en produits) constitue un point clé de notre audit en raison du volume important des transactions et de l’importance de cette rubrique par rapport au total des produits d’exploitation bancaire.

*b) Procédures d’audit mises en œuvre face aux risques identifiés*

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont porté particulièrement sur les éléments suivants :

- Un examen des politiques, processus et contrôles mis en place par la Banque en vue de l’évaluation et de la comptabilisation des revenus ;
- L’évaluation de l’environnement informatique compte tenu de la génération et de la prise en compte automatique des revenus en comptabilité ;
- La vérification du respect des prescriptions de la norme comptable NCT 24 relative aux Engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires, en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- La réalisation de procédés analytiques sur l’évolution des intérêts et des commissions ;
- La fiabilité des méthodes de réservation des intérêts ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

**2) Classification des créances et estimation des provisions***a) Risques identifiés*

Au 31 décembre 2019, les créances figurent à l’actif du bilan de la Banque pour un montant brut de 11.851.860 KDT ; les provisions constituées en couverture des risques rattachés à ces créances s’élevant à 1.031.450 KDT et les intérêts et agios réservés ont atteint 373.838 KDT.

Comme indiqué au niveau de la note 3.1 des états financiers « Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents », la Banque procède à la classification et à l’évaluation des engagements puis à la comptabilisation des provisions y afférentes dès lors qu’elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991, telle qu’elle a été modifiée par les circulaires BCT subséquentes, sont remplis.

Compte tenu de l’exposition de la Banque au risque de crédit dont l’estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l’évaluation des provisions y afférentes et le calcul des intérêts et agios réservés comme un point clé de notre audit.

*b) Procédures d’audit mises en œuvre face aux risques identifiés*

À travers les entretiens menés avec la Direction et l’examen des procédures de contrôle mises en place par la Banque, nous avons pris connaissance de la méthode d’évaluation du risque de contrepartie et de constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements de la Banque repose principalement sur l’antériorité de la créance.

Nous avons ainsi adopté la démarche d’audit suivante :

- Le rapprochement de la situation des engagements de la clientèle aux données comptables ;
- L’appréciation de la méthodologie retenue par la Banque en matière de classification des créances par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- L’appréciation de la fiabilité du système de couverture des risques et de réservation des produits ;
- La vérification de la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l’exercice ;
- L’examen des garanties retenues pour le calcul des provisions et l’appréciation de leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées ;
- La vérification du calcul arithmétique du montant des provisions requises sur les créances de la clientèle à base individuelle, collective et additionnelle, en application de la réglementation en vigueur ;
- La vérification que les ajustements proposés ont été pris en compte par la Banque.

**3) Comptabilisation des titres d’investissement***a) Risques identifiés*

Le portefeuille-titres d’investissement de la Banque totalise 1.648.697 KDT au 31 décembre 2019 et représente un poste important du bilan (12,67 % du total des actifs).

Comme indiqué dans la note 3.2.2 des états financiers « Portefeuille-titres d’investissement et revenus y afférents », les titres d’investissement sont comptabilisés à la date d’entrée au coût d’acquisition et font l’objet d’une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur comptable à la juste valeur pour les titres non cotés, et à la valeur de marché pour les titres cotés. Les provisions correspondantes sont ajustées en conséquence.

L’estimation de la juste valeur des titres d’investissement requiert l’exercice d’un jugement de la part de la Direction dans son choix des éléments à considérer selon la nature des titres concernés, lesquels éléments diffèrent selon le cas (pour certaines entités, les capitaux propres éventuellement corrigés et, pour d’autres entités, le cours moyens en bourse à la date d’arrêté ou à la date antérieure la plus récente).

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres d’investissement, les créances rattachées et les provisions pour dépréciation correspondantes constituent un point clé de notre audit.

*b) Procédures d’audit mises en œuvre face aux risques identifiés :*

Pour apprécier le caractère raisonnable de l’estimation des justes valeurs des titres d’investissement sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux d’audit ont consisté principalement à :

- Vérifier les cours de bourse utilisés pour l’évaluation des titres cotés ;
- Vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l’objet d’un audit et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;
- Vérifier que l’estimation de ces valeurs, déterminée par la Direction, est fondée sur une justification appropriée de la méthode d’évaluation retenue et des éléments chiffrés utilisés, ayant servi de base pour la constatation des provisions pour dépréciation requises ;
- Apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres d’investissement.

**Paragrap**

1) La note 4.3.8 des états financiers décrit les engagements de la Banque envers les entreprises publiques qui totalisent 2.748.611 KDT au 31 décembre 2019 (soit environ 21% du total des engagements en bilan et hors bilan). Ils sont constitués à hauteur de 66% des engagements envers l’Office des Céréales qui s’élevait à 1.805.239 KDT, et sont refinancés auprès de la Banque Centrale de Tunisie pour un montant de 902.657 KDT. Ces engagements ont connu une hausse considérable de 983.228 KDT (+56%) par rapport à leur niveau au 31 décembre 2018, s’expliquant principalement par la prise en charge par l’Office des Céréales des engagements des collecteurs de céréales locales.

Les garanties reçues par la Banque en couverture des risques de contrepartie sur les engagements des entreprises publiques totalisent 2.221.307 KDT au 31 décembre 2019, dont des garanties de l’État s’élevant à 1.759.268 KDT et accordées dans leur grande majorité en application des dispositions de l’article 10 de la loi n°2019-78 du 23 décembre 2019, portant loi de finances pour l’année 2020.

2) Les notes 4.13 et 6.10 des états financiers décrivent les modalités et les conséquences de l’augmentation du capital, décidée par l’Assemblée Générale Extraordinaire du 06 mars 2019,

sur la situation financière de la Banque et son résultat net de l’exercice 2019. Le capital social a été porté de 176.000 KDT à 320.000 KDT selon les modalités suivantes : souscription et libération intégrale de 28.160.000 actions nouvelles émises en numéraire et par voie de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues par l’État sur la Banque, et attribution de 640.000 actions gratuites résultant d’une incorporation de réserves. Les créances détenues par l’État ayant servi à cette opération d’augmentation du capital sont relatives aux deux fonds budgétaires de 133.000 KDT et 160.000 KDT, pour les montants respectifs de 89.902 KDT et 79.845 KDT.

Afin de permettre la réalisation de cette opération pour la partie imputable sur le fonds budgétaire de 160.000 KDT, l’État a mis en jeu la clause de retour à meilleure fortune en considérant que l’équilibre financier de la Banque est rétabli en vertu des dispositions de l’article 28 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l’année 2019, et indépendamment de la satisfaction ou non des cinq critères prévus par la convention régissant ce fonds budgétaire. De ce fait, une partie du passif éventuel de 160.000 KDT a été transformé en un passif actuel (obligation de remboursement d’une créance envers l’État) en comptabilisant une charge exceptionnelle d’un montant de 79.845 KDT, considérée comme étant déductible du bénéfice imposable à l’impôt sur les sociétés au titre de l’exercice 2019.

Notre audit de l’opération d’augmentation du capital de la Banque a été accompagné d’une vérification approfondie de la situation financière des deux fonds budgétaires de 133.000 KDT et 160.000 KDT, ce qui a permis d’apporter les ajustements nécessaires et de présenter de manière séparée, au bilan ou dans les notes aux états financiers, les actifs et les passifs s’y rapportant, totalisant respectivement 208.240 KDT et 216.932 KDT au 31 décembre 2019.

La Banque envisage de convenir avec le Ministère des Finances des modalités de régularisation et d’apurement de la situation financière de ces deux fonds budgétaires au cours de l’exercice 2020 (mise en jeu de la garantie de l’État pour les impayés pour plus d’un an, fixation du sort des créances abandonnées au fil des ans ainsi que des recouvrements en principal et en intérêts non versés à l’État, commissions de gestion, alternative du transfert à la Banque des actifs et des passifs relatifs aux deux fonds budgétaires, etc.).

3) La note 8 des états financiers décrit l’évènement postérieur du COVID-19, non lié à des conditions existant à la date de clôture et n’ayant entraîné aucune modification des comptes. La propagation de la pandémie du COVID-19 depuis le mois de mars 2020 en Tunisie a été accompagnée par une série de dispositions réglementaires sanitaires qui pourraient impacter de façon significative l’économie du pays, étant donné que plusieurs opérateurs économiques en subissent les conséquences, en termes de baisse du niveau d’activité, de non-recouvrement des créances clients, etc. Ces circonstances pourraient engendrer un accroissement du risque de crédit, du risque de liquidité et du risque de marché, auxquels la Banque est exposée.

Les mesures sanitaires ont été accompagnées par des mesures socio-économiques, notamment des dispositions mises en place par la Banque Centrale de Tunisie à travers certaines circulaires émises en 2020 et portant des mesures de soutien en faveur des parties lésées par le COVID-19, se rapportant principalement au report du remboursement des échéances bancaires et la gratuité de certains services. L’application desdites dispositions pourrait entraîner une baisse du produit net bancaire et du résultat net qui seront réalisés par la Banque au titre de l’exercice 2020.

Notre opinion n’est pas modifiée à l’égard de ces points.

**Rapport de gestion**

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d’Administration. Notre opinion sur les états financiers ne s’étend pas au rapport de gestion et nous n’exprimons aucune forme d’assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l’article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l’exactitude des informations données sur les comptes de la Banque dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s’il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l’audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d’une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n’avons rien à signaler à cet égard.

**Responsabilité de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers**

Le Conseil d’Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, ainsi que du contrôle interne qu’il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d’états financiers exempts d’anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d’erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c’est à la Direction qu’il incombe d’évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l’exploitation et d’appliquer le principe comptable de continuité d’exploitation, sauf si la Direction a l’intention de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s’offre à elle.

Il incombe au Conseil d’Administration de surveiller le processus d’information financière de la Banque.

**Responsabilités de l’auditeur pour l’audit des états financiers**

Nos objectifs sont d’obtenir l’assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d’anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d’erreurs, et de délivrer un rapport de l’auditeur contenant notre opinion. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, qui ne garantit toutefois pas qu’un audit réalisé conformément aux Normes internationales d’audit (ISAs) applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d’erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu’il est raisonnable de s’attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d’un audit réalisé conformément aux Normes internationales d’audit (ISAs) applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d’esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d’erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d’audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d’une anomalie significative résultant d’une fraude est plus élevé que celui d’une anomalie significative résultant d’une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l’audit afin de concevoir des procédures d’audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l’utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d’exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l’existence ou non d’une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l’existence d’une incertitude significative, nous sommes tenus d’attirer l’attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d’exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s’appuient sur les éléments probants obtenus jusqu’à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Banque à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d’ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d’une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l’étendue et le calendrier prévus des travaux d’audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l’indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d’avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s’il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l’audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l’audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l’on peut raisonnablement s’attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l’intérêt public.

**Rapport sur d’autres obligations légales et réglementaires**

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l’Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

**Efficacité du système de contrôle interne**

En application des dispositions de l’article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, tel que modifié par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l’efficacité du système de contrôle interne de la Banque. À ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d’un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au Conseil d’Administration.

Sur la base de notre examen, nous n’avons pas identifié de déficiences importantes dans le système de contrôle interne de la Banque, susceptibles d’impacter la fiabilité de ses états financiers relatifs à l’exercice 2019.

**Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur**

En application des dispositions de l’article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la Banque avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la Direction et au Conseil d’Administration.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n’avons pas détecté d’irrégularité liée à la conformité des comptes de la Banque avec la réglementation en vigueur.

	<b>Tunis, le 15 mai 2020 LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	
<b>P/ Le Groupement GEM &amp; FINACO Abderrazak GABSI</b>		<b>P/ Le Groupement CSL &amp; CNW Samir LABIDI</b>

## EXTRAIT DES NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS ARRÊTES AU 31 DÉCEMBRE 2019

**1-PRESENTATION DE LA BANQUE**

La Banque Nationale Agricole (BNA) est une société anonyme au capital de 320 millions de dinars, composé de 64.000.000 actions de 5 DT chacune, admises à la côte permanente de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT).

Le siège social de la Banque est sis à Avenue Méd V, 1001 Tunis. Elle est dirigée par un conseil d’administration.

Le réseau de la Banque se compose de 16 directions régionales, 3 succursales, 180 agences et 4 espaces de libre-service.

La Banque finance tous les secteurs de l’économie nationale et en particulier la grande partie des besoins du secteur agricole.

La Banque est soumise au régime fiscal de droit commun.

**2-RÉFÉRENTIEL D’ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS**

Les états financiers de la Banque Nationale Agricole (BNA) sont établis conformément aux dispositions de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises, du décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité, et des Normes Comptables Tunisiennes dont notamment les Normes Comptables Sectorielles n°21 à 25 publiées par l’arrêté du Ministre des Finances du 25 mars 1999.

**3- BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS**

Les états financiers sont élaborés en appliquant les principes et conventions comptables prévus par le décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité et des méthodes comptables prévues par les Normes Comptables Sectorielles applicables aux établissements bancaires.

Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

**3.1- Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents****3.1.1- Les engagements hors bilan**

Les engagements de financement afférents aux crédits à moyen et long terme sont portés en hors bilan et constatés au bilan, au fur et à mesure des débloques, pour leur valeur nominale.

**3.1.2- Les créances sur la clientèle**

Les prêts et avances sont enregistrés à l’actif pour le montant des fonds mis à la disposition du client.

Les crédits accordés en net d’escompte sont comptabilisés à leur valeur nominale (fonds mis à la disposition du client en plus des intérêts constatés d’avance).

Les créances sur la clientèle (crédits décaissés et comptes courants débiteurs) sont présentées à l’actif déduction faite des provisions y afférentes, des intérêts et agios réservés et des intérêts constatés d’avance et non encore courus.

**3.1.3- Les provisions sur les engagements***i.Provisions individuelles*

Les créances de la Banque font l’objet d’une évaluation et d’une classification périodique conformément aux dispositions de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents.

*ii.Provisions additionnelles (Circulaire BCT n° 2013-21)*

En application de la circulaire aux banques n° 2013-21 du 30 Décembre 2013, la BNA a procédé à la constitution de provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

*iii. Provisions collectives*

En application de l’article 10 bis de la circulaire de la BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 ajoutée par la circulaire n°2012-20 du 6 décembre 2012, la BNA a constitué, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l’article 8 de la Circulaire BCT n°91-24

**3.1.4- Comptabilisation des revenus afférents aux créances sur la clientèle**

Les intérêts, les produits assimilés et les commissions encaissés ainsi que les produits courus et non échus, dont l’encaissement est raisonnablement assuré, sont pris en compte dans le résultat.

Lorsque leur encaissement n’est pas raisonnablement assuré, les intérêts et les agios sont comptabilisés en « Intérêts et agios réservés » et présentés en soustraction du poste « Créances sur la clientèle ». Ils

seront constatés en produits lors de leur encaissement effectif et pris en compte dans le résultat de l’exercice de leur encaissement.

Il est à noter que les impayés en intérêts relatifs aux engagements des relations non classées sont constatés en produit.

**3.2-Comptabilisation du portefeuille-titres et des revenus y afférents**

Le portefeuille-titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille-titres commercial et le portefeuille-titres d’investissement.

**3.2.1- Portefeuille-titres commercial et revenus y afférents**

-Ce portefeuille comprend les titres acquis avec l’intention de les céder à court terme. Il est composé des titres de transaction et des titres de placement.

-Sont considérés comme des titres de placement, les titres acquis avec l’intention de les détenir à court terme durant une période supérieure à trois mois. Ils sont évalués à la fin de l’exercice à leur valeur boursière pour les titres cotés et leur juste valeur pour les titres non cotés. Les moins-values latentes font l’objet de provisions.

Les bons du Trésor sont évalués à leur coût amorti. Les revenus afférents aux titres à revenu fixe sont pris en compte dans le résultat au fur et à mesure qu’ils sont courus.

-Les titres de transaction se distinguent par leur courte durée de détention et leur liquidité. Sont classés parmi les titres de transaction, les titres dont la durée de détention des titres doit être limitée à trois mois. À chaque arrêté comptable, les titres de transaction doivent être évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d’arrêté ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat. Les revenus afférents aux titres de transaction sont portés en résultat à la réalisation.

**3.2.2- Portefeuille-titres d’investissement et revenus y afférents**

Le portefeuille-titres d’investissement comprend les titres acquis avec l’intention de les conserver jusqu’à l’échéance, ainsi que ceux dont la possession durable est estimée utile à l’activité de la Banque. Sont classés sous cette rubrique :

- Les titres de participation, les parts dans les entreprises associées et les parts dans les entreprises liées ;
- Les titres à revenu fixe acquis par la Banque avec l’intention de les détenir jusqu’à leur échéance ;
- Les dettes des entreprises publiques prises en charge par l’État Tunisien, étant donné que leur remboursement s’effectue selon un échéancier sur 25 ans ;
- Les montants placés en fonds gérés chez les SICAR ;
- Les montants placés en fonds commun de placement.

Les souscriptions non libérées sont enregistrées en « Engagements hors bilan » pour leur valeur d’émission.

-La valeur mathématique calculée à partir des derniers états financiers disponibles pour les titres non cotés.

Les fonds gérés par les SICAR sont constitués principalement de participations effectuées dans le cadre des conventions de rattachement, de comptes courants associés et de participations avec sortie libre.

**3.3- Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférents**

Les dépôts et avoirs de la clientèle se composent des :

- Dépôts à vue et comptes d’épargne dont les charges d’intérêt sont calculées et constatées trimestriellement ;
- Placements à terme de la clientèle, qu’ils soient post-comptés ou précomptés, dont les intérêts sont constatés en charges au fur et à mesure qu’ils sont courus.

**3.4-Comptabilisation des emprunts extérieurs et des charges y afférents**

Les lignes de crédits extérieurs sont constatées initialement en hors bilan lors de la signature des conventions, puis elles sont comptabilisées au passif après leur conversion en appliquant le cours de change en vigueur à la date du débloque au fur et à mesure des appels de fonds.

À la fin de chaque période comptable, les en-cours des ressources extérieurs sont actualisés par application du cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les intérêts sur les emprunts extérieurs sont constatés en charges de l’exercice au fur et à mesure qu’ils sont courus. Les pertes de change sur ces emprunts sont couvertes par un contrat d’assurance conclu avec la compagnie TUNIS RE.

**3.5- Rachats d’actions propres**

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne NC 02, relative aux capitaux propres :

- Les actions propres rachetées sont présentées, au bilan, en soustraction des capitaux propres ;
- Les plus ou moins-values réalisées sur les actions propres rachetées sont comptabilisées directement en capitaux propres ;
- Les dividendes perç